

REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de LE TEICH



dossier n° AT 033 527 26 00001

date de dépôt : 06/01/2026

demandeur(s) : Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne

pour : Travaux de mise en accessibilité de la MNBA-Réserve ornithologique

adresse terrain : Rue du Port, à LE TEICH (33470)

Arrêté accordant une autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public au nom de l'État

La maire de LE TEICH,

Vu la demande d'autorisation de travaux présentée le 06/01/2026 par le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne représenté par Monsieur DEDIEU Vincent demeurant 33 Route de Bayonne, BELIN BELIET (33830) ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour les travaux de mise en accessibilité de la MNBA-Réserve ornithologique ;
- sur un terrain situé Rue du Port, à LE TEICH 33470 cadastré BB 20, BB 21 ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la loi n°2005-102 du 1^{er} février 2005 et le décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatifs à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite ;

Vu les articles L122-3 et R143-1 à R143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'avis Favorable de la CCDSA relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées en date du 10/02/2026 ;

Vu l'avis du SDIS en date du 21/01/2026 ;

ARRÊTE

Article 1

La demande d'autorisation de travaux est **ACCORDÉE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Article 2

Les prescriptions émises dans l'avis des services susvisés ci-après annexés seront respectées.

Le pétitionnaire devra annexer au registre de sécurité ou au dossier technique une déclaration d'engagement conforme au modèle en pièce jointe.

Fait à LE TEICH

Le 31 MARS 2026

Karine DESMOULIN
Maire au nom de l'État



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de 2 mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.